

Relations industrielles Industrial Relations



L'économie de la fonctionnalité : une voie nouvelle vers un développement durable ?, Sous la direction de Gérald Gaglio, Jacques Lauriol et Christian du Tertre, Toulouse : Éditions Octares, 2011, 198 p., ISBN : 978-2-9153-4693-0.

Martin Dumas

Volume 67, Number 2, Spring 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1009095ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1009095ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (print)

1703-8138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dumas, M. (2012). Review of [*L'économie de la fonctionnalité : une voie nouvelle vers un développement durable ?*, Sous la direction de Gérald Gaglio, Jacques Lauriol et Christian du Tertre, Toulouse : Éditions Octares, 2011, 198 p., ISBN : 978-2-9153-4693-0.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 67(2), 333–335. <https://doi.org/10.7202/1009095ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

point reiterated often in the book. This is why for employment relations readers the most novel and compelling conceptualizations of work may well be those that appear in the second half of the book. While the first half of the book (chapters 1 through 5) ranges over concepts that most labour market researchers would find familiar (i.e., work as a 'curse', 'freedom', 'commodity', 'occupational citizenship', and as 'disutility'), chapters 6 through 10 (i.e., work as 'personal freedom', a 'social relation', 'caring', 'identity', and 'service') reveal the rich intellectual debt owed to scholarship that lies outside of the traditional employment relations paradigm.

In one of the most compelling chapters (chapter 10), Budd elucidates his readers on the notion of work as 'service'. He exposes a lively branch of theological thinking that dates back, literally, to the 'Garden of Eden'. He also squares a circle that has been difficult for many to understand; namely the split personality that many religions have with the notion of 'work'. At once highly praising labour effort, the Bible seems to be endorsing the cult of hard work that has enveloped the West. Yet there is also a tension inherent in the idea of work intruding on the time allocated for service to family, community and ultimately to God. How can these contradictory stances be reconciled?

Budd identifies the source of the tension: individualism. Citing theological scholars, he points out that the modern worship of 'work-hard/play-hard' has "little to do either with worship or God or with God's demands on human life; it has much to do with 'worship' of self and human demands on the self" (p. 176). Attempts by modern religious scholarship and teaching to redraw the focus away from the self towards the community can be seen, in Budd's words, as an attempt to temper the "overly individualistic and selfish conceptualizations of work" that are pervasive in Western societies today. As Budd sums the matter up, long-standing tensions between community

and individual are brought to the surface in our understanding of work as service and in the totality of what work 'truly means' for us as individuals and as parts of society.

After showcasing the 10 conceptualizations of work – in what is perhaps the only major criticism readers may be left with – the book offers only a few pages (p. 181-185) of room explicitly stating how these conceptualizations *matter*. Whether in policy debates about labour laws or whether in our choice of business practices, Budd could have done more to show how each of his explicit revelations of work can be used in practical and policy relevant ways. Readers who are left wanting more may want to pick up on this last theme by reading engaging treatments of work as documented by writers who interview actual participants; I am referring here to classic texts by Studs Terkel or modern variants by Barbara Ehrenreich and Alain de Botton.

We spend most of our lives working – in occupations often determined by circumstance or chosen by our inexperienced younger selves – and yet we rarely ask ourselves how we got there and what our occupations mean to us. *The Thought of Work* affords readers an opportunity to delve into the meaning(s) of work and catch our collective breath just long enough before the next work day begins.

Rafael Gomez

University of Toronto

L'économie de la fonctionnalité : une voie nouvelle vers un développement durable ?

Sous la direction de Gérald Gaglio, Jacques Lauriol et Christian du Tertre, Toulouse : Éditions Octares, 2011, 198 p., ISBN : 978-2-9153-4693-0.

Les contributeurs de ce petit ouvrage dense et original se sont fixés l'ambitieux objectif d'exposer les modes par lesquels on peut évaluer l'apport de biens et services dans une approche, relativement nouvelle, de développement durable. D'abord mise de

l'avant par Stahel (architecte) et Giarini (économiste), cette approche cherche en quelque sorte à redéfinir la notion de progrès, en redirigeant l'objectif économique vers les « effets utiles » que procurent des biens et des services *dans leur intégration*, plutôt qu'isolément. La marchandise est ici inséparable de sa fonction, ou d'un service attendu de la part du consommateur. Dans l'économie de la fonctionnalité, on achète, à titre d'exemple, « de la mobilité plutôt que des voitures » et les facteurs de production y sont donc considérés comme des fonctions de service (pour fixer les idées, on peut songer aux services modèles offerts par les entreprises d'autopartage).

Parmi les effets recherchés : la décroissance des ressources matérielles et la croissance des ressources immatérielles, d'une part, et d'autre part, la prise en charge d'externalités environnementales et sociales (négatives) de la production et de la consommation. Pareil objectif ne se conjugue pas au singulier et c'est à un véritable décroisement des regards scientifiques qu'appellent les auteurs, c'est-à-dire à l'examen « d'un nouveau rapport à la nature, au travail, à la citoyenneté ». Pour preuve, cette distance prise avec les régimes de cession de droits de propriété, avec le couplage de l'accroissement des flux de matière et du développement économique, avec le modèle industriel contemporain, mais aussi avec les institutions qui soutiennent ce dernier. Car il ne s'agit pas d'optimiser la production de biens et de services en minimisant la facture énergétique; dans ce modèle original, on redimensionne au moins quatre dynamiques institutionnelles du développement de l'activité économique.

Une première renvoie à la « territorialisation » de l'économie comprise comme le terreau particulier de solutions utiles, idoines et multifacétiques, à découvrir et à mettre en œuvre sur les lieux même de cet espace. Comme on ne règle pas les problèmes de congestion routière, d'éta-

lement urbain ou d'inégalités d'usage avec l'offre et la demande de simples « véhicules propres », un « saut systémique » est requis aux fins de prendre en compte, suivant un mode intégrateur, une collection de ces externalités négatives. Une seconde dynamique s'attache à rapprocher concepteurs, réalisateurs et évaluateurs de solutions intégrées dans des cadres nouveaux de collaboration. Il ne s'agit pas, sur un plan managérial, de dénicher des « pratiques exemplaires » et d'évaluer des activités sur la base d'un *benchmark*, en opérationnalisant sur les terrains une haute stratégie de la direction, mais bien plutôt de nourrir les directions générales depuis l'examen multidimensionnel de réalités locales. Une troisième s'inscrit dans l'expérience de forums citoyens et a pour but de créer des espaces de délibération, des arènes de controverses sur tout objet entourant la conception, la réalisation et l'évaluation des solutions intégrées – e.g., leur sélection, leur organisation, mais aussi leurs qualités de pertinence et de légitimité. Véritables liens cybernétiques de la territorialisation de l'économie, ces plateformes d'échanges seraient appelées à former « les pierres angulaires de ce modèle économique ». Enfin, l'économie de la fonctionnalité se veut *constructiviste* et non pas figée dans une conception traditionnelle du « fonctionnalisme », dont le rappel étymologique commun est trompeur. On rappelle l'avertissement premier de Merton et se garde de promouvoir un modèle qui se justifierait par une quelconque mécanique interne et utilitariste; on avance de préférence un modèle par lequel offreurs et destinataires ajustent les éléments de « solutions globales » sur une base régulière.

L'ouvrage n'est pas que théorique et s'enrichit de l'apport de résultats d'interventions de terrain en matière de transport urbain, de distribution de courrier, de rénovation énergétique et d'évaluation de coûts globaux. Ces analyses ne sont heureusement pas plaquées sur l'impor-

tant volet théorique qui les précède; elles intègrent même généralement les concepts y développés, mettant ainsi en relief l'exigence de transdisciplinarité dans le traitement des problèmes abordés. Ces derniers animent à la fois prudence et audace, encore qu'ils peuvent laisser perplexes : comment, par exemple, « financieriser » la cohésion sociale, la qualité d'un « vivre ensemble », le progrès culturel ?

Enfin, et c'est là une note parfaitement réjouissante, cet ouvrage et ses lignes de pensée sont le fruit d'une collaboration fructueuse de l'académie et de l'entreprise, du chercheur et de l'entrepreneur, des secteurs public et privé français. Réunis sous le chapeau du « Club économie de la fonctionnalité et développement durable » (sous l'impulsion d'un séminaire organisé par la direction de la recherche de Gaz de France), ils y raffinent un modèle économique prometteur en ne se satisfaisant pas d'*a priori*. Chez le lecteur, praticien ou intellectuel, intéressé à la fois aux pôles environnemental et social du développement durable, cette contribution originale aux sciences sociales alimentera peut-être les réflexions les plus mûres.

P. Martin Dumas
Université Laval

Labour and Employment Law: Cases, Materials and Commentary, 8th ed.

Compiled by the Labour Law Casebook Group, Toronto: Irwin Law, 2011, 978 pp., ISBN: 978-1-5522-1188-5.

This book is the latest edition of the standard labour law casebook used by universities across Canada to introduce law students to labour law. As with other such books it makes heavy use of legal case decisions with generally minimalist commentary from the editors. The object is to elicit discussion about the principles that the case illustrates. There are also excerpts from various published articles, most (but certainly not all) of which were originally published in law journals.

The “author” of the volume is the Labour Law Casebook Group, an assemblage of (in this volume) 15 prominent teachers of Canadian labour law. Unlike some past volumes in which an elite group of three or four contributors was distinguished from the rest, in this volume, all of the contributors are listed alphabetically.

The case book group identifies three “regimes” of labour and employment law in Canada: the common law of employment, collective bargaining and direct statutory regulation. They state two major purposes for the volume. Firstly “to provide some familiarity with the legal regimes that purport to regulate workplace relations” along with the “normative foundations of those regimes.” Secondly, “to encourage reflection on whether changes in the organization of work, and changes in the capacity of governments to regulate employment relations in Canada and elsewhere, are outstripping labour and employment law as we know it and endangering its survival.” They assert that, historically, labour law’s central purpose was “to achieve justice in the contractual relationship known as employment.” That goal has been bedeviled by the persistence of discrimination which has resulted in some groups being tenaciously excluded from legal protection and collective bargaining. It is also being frustrated by the decline of collective bargaining that “cannot be relied on to provide as much protection as was once expected of it.” In addition, the “reality that labour law seeks to comprehend and address” is under considerable strain because of changes in technology and “in the social and economic organization of productive activity.” These changes have thrown into doubt the relevance of such basic concepts as “employee” and “employer” and of the conceptual and legal apparatus that hopes to make sense of and effectively regulate those actors.

Chapter one of the book provides an overview of the philosophical underpinnings of labour law, the historical development